



Le droit d'auteur

ROCH BRISSON

Dans les paroisses, on voit apparaître de plus en plus des projecteurs avec écran qui permettent la projection facile de paroles d'un chant, hymne ou prière à partir d'un logiciel tel Power Point, Word ou autre. Que doit-on penser de cette pratique? Cette intégration de la technologie dans la liturgie, même si elle est incontournable, a des implications, surtout en ce qui a trait à la loi sur les droits d'auteur et à son application. Avouons au point de départ que beaucoup de sensibilisation sur la question des droits d'auteurs reste à faire, surtout du côté francophone. Aussi, il importe de clarifier des fausses conceptions sur l'utilisation d'instruments comme le *Prions en Église*, le manuel de chants DMV ou son équivalent anglophone, le *Catholic Book of Worship*.



L'article 3.(1) de la Loi canadienne sur le droit d'auteur (voir <http://www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-42/TexteCompleet.html>.) stipule sans équivoques qu'«il faut obtenir une permission de reproduction ou une licence pour reproduire du matériel sous copyright, dans n'importe quel format (papier ou électronique)». Ainsi, même si on a entre les mains le *Prions* ou le DMV dans une paroisse donnée, cela ne nous donne pas la permission de projeter les paroles d'un chant ou un extrait d'une prière sur écran sans avoir obtenu au préalable une licence ou une permission. Ce texte est la propriété de quelqu'un, d'une maison d'édition et demande à être respecté comme tel. On est bien sûr autorisé à utiliser tel ou tel chant pendant la célébration et à en donner les indications de pages aux membres de l'assemblée, mais pas plus. Cet article de la loi s'applique aussi aux groupes de chants ou aux chorales: avant de faire des photocopies qui proviennent de sources diverses (livres, revues, dcs, ...), il faut d'abord obtenir une licence ou une permis-

sion de reproduction.

Comment faire, donc, pour respecter l'esprit de la loi? Pour les chants français qui proviennent des maisons d'éditions européennes, on doit se référer au SECLI (le Secrétariat des Éditeurs de Chants pour la Liturgie: <http://secli.cef.fr/>). Le SECLI gère les droits de reproduction graphique, pour le compte des éditeurs membres, des chants utilisés dans les célébrations liturgiques, de la catéchèse et de l'éducation chrétienne. On y trouvera sur le site-web la liste des éditeurs membres du SECLI dont fait partie maintenant la maison canadienne Novalis.

De plus en plus de paroisses d'ici transigent avec le SECLI qui permet, grâce à son tableau de forfaits pour les paroisses, de calculer par tranches de pratiquants, 100 personnes en montant, et de s'acquitter facilement de la responsabilité du respect des droits d'auteurs. En moyenne, une paroisse peut s'acquitter des frais du SECLI à raison de \$250,00 à \$400,00 par année. Si on divise ce montant par le nombre de participants aux célébrations, cela représente un coût minime. Avec une licence du SECLI, on peut par la suite faire des copies des chants qui proviennent de tous les éditeurs membres. Précisons que la projection du chant est alors comprise dans le forfait.

Ainsi, chaque paroisse doit, selon la loi et en conscience, s'acquitter annuellement de sa redevance. C'est une question de justice. Ce chant, cette musique que nous affectionnons, a été composé par une personne qui doit vivre de son travail. Ainsi, lorsque la question des redevances au SECLI ou aux autres auteurs/maisons d'éditions est réglée, par respect pour l'auteur/compositeur, on devrait toujours retrouver l'information suivante lorsqu'on utilise un chant sous forme de copie ou de projection: le titre, la cote, la maison d'édition, l'année de composition, l'auteur et le compositeur. C'est une bonne pratique dans les paroisses d'afficher publiquement son adhésion au paiement du forfait annuel au SECLI- Secrétariat des Éditeurs de chants pour la liturgie-81110 DOURGNE- et qui autorise la reproduc-

tion et l'utilisation des chants pendant nos célébrations.

Pour les éditeurs qui ne sont pas membres du SECLI et qui sont majoritairement canadiens, on doit quand même obtenir une permission de reproduction pour projeter ou utiliser leurs chants. On peut s'adresser directement aux auteurs/compositeurs/éditeurs et leur demander une permission de reproduction non-exclusive et sans date limite pour projeter leurs hymnes. Règle générale, pour une chorale par exemple, chaque choriste doit avoir en main une version originale du chant à quatre voix mixtes. On parle ici d'un chant provenant d'une maison d'édition non-membre du SECLI (Pontbriand, Cénacle, ALPEC, ...) Dans l'ensemble, les auteurs/compositeurs autorisent cette pratique. Si c'est le cas, on pourra aussi indiquer publiquement que les chants canadiens sont utilisés avec la permission des éditeurs.

La Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) accorde aussi des permissions gratuites aux paroisses et diocèses qui désirent reproduire (à but non lucratif) le matériel qui se trouve sous leur copyright. La CECC détient les droits sur la musique d'une vingtaine de psaumes et d'une dizaine de chants dans le DMV. Dans le DMV, il y a aussi des chants qui se trouvent dans le domaine public (l'auteur ou le compositeur est décédé depuis plus de 50 ans). On peut reproduire ces chants gratuitement sans obtenir de permission de reproduction. On a qu'à mentionner la source sous le chant. La liste de la Table numérique des chants se trouve à l'arrière du volume.

Pour conclure, qui ne souhaite pas longue vie au chant liturgique d'ici et d'ailleurs? En réalité, cela ne se fait pas tout seul. Il faut prendre des moyens bien concrets pour y arriver. Le respect du droit de l'auteur est un aspect fondamental à ne pas négliger pour tous les responsables de musique liturgique, chefs de chœur et organistes. À nous d'y voir!

Roch Brisson
Directeur musical
Paroisse Saint-Joseph d'Orléans